**Réconcilier fin du mois et fin du monde**

Lors de son retour médiatique sur France 2, Nicolas Hulot, l'ex-ministre français de la Transition écologique, a martelé les mots «solidarité» et «rassemblement», cherchant à réconcilier écologie et social.

«*Il avait,* dit-il*, tout tenté pour éviter l’opposition* «*caricaturale*» *entre les questions écologiques et sociales, alors qu’elles sont au contraire intimement liées, que ce sont les plus défavorisés qui souffrent le plus de la pollution de l’air ou des inondations. Le problème n’est pas là,* a-t-il affirmé. *Il est dans le fait que la fiscalité n’est plus équitable, que les impôts sur les bénéfices des sociétés ont baissé, que le kérosène des avions ou le fioul lourd des cargos n’est pas taxé… La transition ne peut être que solidaire, et opposer écologie et social est un faux débat»*. Tout cela, Nicolas Hulot l’a martelé en début d’émission, l’air grave, le tic fréquent, tout en remettant les choses en perspective, d’un ton ferme, presque excédé : *«Il faut se préoccuper des fins de mois des Français, mais il faut aussi se préoccuper d’un autre enjeu : la perspective de la fin du monde, ou en tout cas la fin d’un monde pacifique, qui n’est plus une hypothèse d’école.»*i

Les mobilisations récentes ont mis en évidence ces deux défis majeurs :

• un défi social : assurer un revenu décent aux travailleurs et allocataires sociaux ;

• un défi écologique : changer rapidement et radicalement nos modes de consommation, de mobilité et de production pour limiter la hausse de la température mondiale à moins de deux degrés Celsius par rapport à l'époque préindustrielle.

Au niveau syndical, ces objectifs sont au cœur de notre action.

**Au niveau social**, à titre d’exemple, la journée d’actions du 13 février, menée dans le cadre de l’AIP (accord interprofessionnel), avait comme revendications :

• pour des salaires décents et une augmentation substantielle de ceux-ci au-dessus de l’index ;

• pour une augmentation de 10 % du salaire minimum brut ;

• contre la nouvelle loi sur les salaires, qui limite toute marge d’augmentation ;

• pour moins de pression au travail, plus de contrats à durée indéterminée et un meilleur équilibre entre travail et vie privée ;

• pour la généralisation du tiers-payant pour les transports en commun et une meilleure indemnité vélo ;

• pour une pension décente et le maintien des RCC (ex-prépensions) et des emplois de fins de carrière à partir de 55 ans ;

• pour une sécurité sociale et des services publics renforcés.

Même si la plupart des personnels de l’enseignement ne sont pas directement concernés par cet accord qui touche les secteurs privés, la CSC-Enseignement considère que ces revendications sont aussi les siennes : une augmentation barémique, des fins de carrière correctes, un meilleur remboursement des frais de déplacement, le renforcement de la sécurité sociale et des services publics.

**Au niveau environnemental,** le Congrès du 28 mai 2011 approuvait cette ligne de force : *«La CSC-Enseignement se veut être un syndicat*

*· attentif aux conséquences de ses choix sur les générations futures ;*

*· convaincu que construire l’avenir est possible et qui, pour cette raison, présente des idées et stratégies innovantes sur les changements nécessaires;*

*· non seulement adapté au présent mais aussi préparé à l’avenir. Pour ce faire, il renforce son action, développe une collaboration sur des objectifs communs avec ceux qui partagent ses opinions ;*

*· qui travaille à la mise en place de l’assise indispensable aux changements.*

*La CSC-Enseignement veut promouvoir un mode de vie respectueux de l’environnement et recommande à ses affiliés d’agir en ce sens dans le cadre de leur mission d’enseignement.»*

Plus récemment, lors de sa réunion du 25 janvier, suite aux manifestations des élèves, le Comité communautaire de la CSC-Enseignement a adopté la motion ci-dessous :

*«Loin de l’immobilisme de certains politiques, nous nous réjouissons de la maturité de ces jeunes qui nous donnent une leçon.*

*D’un mouvement parti du Nord du pays, celui-ci s’est élargi au Sud dès la deuxième manifestation. L’unité entre les forces de progrès sur des sujets fondamentaux est donc encore possible dans ce pays. Au grand dam des séparatistes et autres confédéralistes.*

*A l’heure où on nous parle à juste titre de l’importance de l’éducation à la citoyenneté, voici un bel exemple de sa mise en application sur le terrain. Quoi de plus citoyen en effet que de prendre collectivement en main une problématique qui nous concerne tous et eux au premier chef !*

***Nous appelons nos collègues à soutenir toute action éventuelle de leurs élèves. Nous espérons pour le moins qu’aucun jeune manifestant ne subira une sanction de quelque nature que ce soit pour son action militante.*** *Nous souhaitons un élargissement encore plus grand du mouvement, afin que les mesures courageuses qui s’imposent soient prises en vue de protéger notre bien commun, malmené depuis trop longtemps par notre système économique basé sur le profit à tout prix et l’exploitation irréfléchie des ressources naturelles.*

*Comme le dit Greta Thunberg, la jeune Suédoise à l’origine des toutes premières actions dans son pays : «Si ce système ne permet pas de sauver la planète, alors il faut peut-être penser à changer de système». »*

Il ne peut y avoir d’opposition ou de priorisation dans les réponses à ces défis. Nous défendons notamment une fiscalité plus équitable, qui exige une juste contribution des citoyens et sociétés les plus riches, qui pénalise les moyens de production et de transports les plus polluants, tout en préservant les plus fragiles.

 Eugène Ernst

i https://www.liberation.fr/france/2018/11/23/nicolas-hulot-combiner-les-problemes-de-fin-de-mois-et-de-fin-du-monde\_1693737